

CONVENTION
SUR LA SECURITE SOCIALE
ENTRE
LA REPUBLIQUE DU CHILI
ET
LE ROYAUME DE BELGIQUE

CONVENTION
SUR LA SECURITE SOCIALE
ENTRE
LA REPUBLIQUE DU CHILI
ET
LE ROYAUME DE BELGIQUE

La République du Chili et le Royaume de Belgique, animés du désir de régler les rapports réciproques entre les deux Etats dans le domaine de la sécurité sociale, sont convenus de conclure la Convention suivante :

TITRE I

Dispositions générales

ARTICLE 1

Définitions

1. Pour l'application de la présente Convention :

(a) Le terme "Belgique" désigne le Royaume de Belgique;
le terme "Chili" désigne la République du Chili.

(b) Le terme "ressortissant" désigne :

En ce qui concerne la Belgique : une personne de nationalité belge ;

En ce qui concerne le Chili : une personne reconnue comme telle par la Constitution politique de la République du Chili.

(c) Le terme "législation" désigne : les lois et règlements visés à l'article 2.

(d) Le terme "autorité compétente" désigne :

En ce qui concerne la Belgique : les Ministres chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la législation visée à l'article 2, paragraphe 1er A ;

En ce qui concerne le Chili : le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

(e) Le terme "organisme compétent" désigne : l'institution, l'organisme ou l'autorité chargés d'appliquer, en tout ou en partie, les législations visées à l'article 2, paragraphe 1er.

(f) Le terme "période d'assurance" désigne : toute période reconnue comme telle par la législation sous laquelle cette période a été accomplie, ainsi que toute période reconnue par cette législation comme équivalente à une période d'assurance.

(g) Le terme "pension" désigne : toute pension ou toute prestation en espèces, y compris tous compléments ou majorations qui sont applicables en vertu des législations visées à l'article 2.

(h) Le terme "survivant" désigne :

En ce qui concerne la Belgique : toute personne définie ou admise comme telle par la législation belge ;

En ce qui concerne le Chili : toute personne ayant la qualité de bénéficiaire de pension de survie.

- (i) Le terme "membre de la famille" désigne:
En ce qui concerne la Belgique: toute personne définie ou admise comme membre de la famille ou désignée comme membre du ménage par la législation belge ;

En ce qui concerne le Chili : toute personne ayant la qualité de bénéficiaire de prestations conformément à la législation applicable.
 - (j) Le terme "apatride" désigne :

En ce qui concerne la Belgique : la personne définie comme apatride à l'article 1er de la Convention du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides ;

En ce qui concerne le Chili : toute personne qui n'a pas de nationalité.
 - (k) Le terme "réfugié" désigne : la personne ayant obtenu la reconnaissance du statut de réfugié en application de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que du protocole additionnel du 31 janvier 1967.
2. Tout terme non défini au paragraphe 1er du présent article a le sens qui lui est attribué par la législation qui s'applique.

ARTICLE 2

Champ d'application matériel

1. La présente convention s'applique :
- A) En ce qui concerne la Belgique :
 - a) aux législations relatives aux pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants;
 - b) aux législations relatives aux indemnités d'invalidité des travailleurs salariés, des ouvriers mineurs, des marins de la marine marchande et des travailleurs indépendants,

et, en ce qui concerne le Titre II seulement, aux législations relatives :

 - c) à la sécurité sociale des travailleurs salariés;
 - d) au statut social des travailleurs indépendants.

B) En ce qui concerne le Chili, à la législation sur :

- a) le nouveau système de pensions de vieillesse, d'invalidité et de survie, basé sur la capitalisation individuelle;
- b) les régimes de pensions de vieillesse, d'invalidité et de survie gérés par l'Instituto de Normalización Previsional;
- c) les régimes de prestations de santé aux effets des dispositions de l'article 22, et, en ce qui concerne le Titre II seulement :
- d) les autres systèmes de sécurité sociale.

2. La présente Convention s'applique également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe 1er du présent article.

3. Toutefois, cette Convention ne s'appliquera aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas, à cet égard, opposition du Gouvernement de l'Etat contractant qui modifie sa législation, notifiée au Gouvernement de l'autre Etat contractant dans un délai de six mois à partir de la publication officielle desdits actes.

ARTICLE 3

Champ d'application personnel

Sauf dispositions contraires, la présente Convention s'applique :

- a) aux personnes qui sont ou qui ont été soumises à la législation de l'un des Etats contractants et qui sont :
 - 1) des ressortissants de l'un des Etats contractants, ou bien
 - 2) des apatrides ou des réfugiés reconnus par l'un des Etats contractants,ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants;
- b) aux survivants et aux membres de leur famille des personnes qui ont été soumises à la législation de l'un des deux Etats contractants, sans égard à la nationalité de ces personnes lorsque ces survivants ou ces membres de la famille sont des ressortissants de l'un des Etats contractants ou bien des apatrides ou des réfugiés reconnus par l'un des Etats contractants.

ARTICLE 4

Egalité de traitement

A moins qu'il n'en soit autrement disposé dans la présente Convention, les personnes visées à l'article 3 sont soumises aux obligations et sont admises au bénéfice de la législation de chacun des Etats contractants dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.

ARTICLE 5

Exportation des pensions

1. Les pensions acquises au titre de la législation de l'un des Etats contractants ne peuvent subir aucune réduction ou modification du fait que le bénéficiaire séjourne ou réside sur le territoire de l'autre Etat contractant.
2. Les pensions de vieillesse et de survie dues par l'un des Etats contractants sont payées aux ressortissants de l'autre Etat qui résident sur le territoire d'un pays tiers dans les mêmes conditions que s'il s'agissait de ressortissants du premier Etat résidant sur le territoire de cet Etat tiers.

ARTICLE 6

Clauses de réduction ou de suspension

Les clauses de réduction ou de suspension prévues par la législation belge, en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations de sécurité sociale ou avec d'autres revenus ou du fait de l'exercice d'une activité professionnelle, sont opposables au bénéficiaire, même s'il s'agit de prestations acquises en vertu d'un régime chilien ou s'il s'agit de revenus obtenus ou d'une activité professionnelle exercée sur le territoire du Chili.

TITRE II

Dispositions déterminant la législation applicable

ARTICLE 7

Règle générale

Sous réserve des articles 8 à 10, la législation applicable est déterminée conformément aux dispositions suivantes :

- a) les personnes qui exercent une activité professionnelle sur le territoire d'un Etat contractant sont soumises à la législation de cet Etat;
- b) les personnes qui exercent de façon permanente une activité professionnelle à bord d'un navire battant pavillon d'un Etat contractant sont soumises à la législation de cet Etat.

ARTICLE 8

Règles particulières

- 1. Un travailleur salarié qui, étant au service d'une entreprise ayant sur le territoire de l'un des Etats contractants un établissement dont il relève normalement, est détaché par cette entreprise sur le territoire de l'autre Etat contractant pour y effectuer un travail pour le compte de celle-ci, reste, ainsi que les membres de sa famille qui l'accompagnent, soumis à la législation du premier Etat comme s'il continuait à être occupé sur son territoire à la condition que la durée prévisible du travail qu'il doit effectuer n'excède pas vingt-quatre mois et qu'il ne soit pas envoyé en remplacement d'un autre travailleur parvenu au terme de la période de son détachement.
- 2. L'article 7, b, n'est pas d'application pour les personnes qui, n'étant pas occupées habituellement sur mer, sont occupées dans les eaux territoriales ou dans un port d'un des Etats contractants sur un navire battant pavillon de l'autre Etat.

Selon le cas, l'article 7, a, ou le paragraphe 1er du présent article est d'application.

- 3. Les travailleurs salariés des entreprises de transports ayant leur siège sur le territoire de l'un des Etats contractants, qui sont détachés sur le territoire de l'autre Etat contractant ou y sont occupés, soit passagèrement, soit comme personnel ambulant, ainsi que les membres de leur famille qui les accompagnent, sont soumis à la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel l'entreprise a son siège.

Cependant, lorsque l'entreprise a, sur le territoire de l'autre Etat contractant, une succursale ou une représentation permanente, les travailleurs salariés que celle-ci occupe sont soumis à la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel elle se trouve, à l'exception de ceux qui y sont envoyés à titre non permanent.

ARTICLE 9

Fonctionnaires, membres des missions diplomatiques et des postes consulaires

1. Les fonctionnaires publics et le personnel assimilé sont soumis à la législation de l'Etat contractant dont relève l'administration qui les occupe. Ces personnes, ainsi que les membres de leur famille sont, à cet effet, considérées comme résidant dans cet Etat contractant, même si elles se trouvent dans l'autre Etat contractant.
2.
 - a) Les ressortissants d'un Etat contractant envoyés par le Gouvernement de cet Etat contractant sur le territoire de l'autre Etat contractant en qualité de membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire sont soumis à la législation du premier Etat contractant.
 - b) Les personnes engagées par une mission diplomatique ou par un poste consulaire de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre Etat contractant sont soumises à la législation du dernier Etat contractant.

Toutefois, les personnes qui sont ressortissantes du premier Etat contractant peuvent opter pour l'application de la législation de cet Etat contractant.

Ce choix doit avoir lieu dans les six mois à compter du début de l'occupation ou de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

- c) Lorsque la mission diplomatique ou le poste consulaire de l'un des Etats contractants occupe des personnes qui, conformément au littéra b) du présent paragraphe, sont soumises à la législation de l'autre Etat contractant, la mission ou le poste tient compte des obligations imposées aux employeurs par la législation de cet Etat contractant.
 - d) Les dispositions des littéra b) et c) du présent paragraphe sont applicables par analogie aux personnes occupées au service privé d'une personne visée au littéra a) du présent paragraphe.
 - e) Les dispositions des littéra a) à d) du présent paragraphe ne sont pas applicables aux membres honoraires d'un poste consulaire ni aux personnes occupées au service privé de ces personnes.
 - f) Les dispositions du présent paragraphe sont également applicables aux membres de la famille des personnes visées aux littéra a) à e), qui les accompagnent, à moins qu'ils n'exercent eux-mêmes une activité professionnelle.

ARTICLE 10

Dérogations

A la demande du travailleur et de l'employeur, les autorités compétentes peuvent prévoir d'un commun accord, dans l'intérêt de ce travailleur, des dérogations aux dispositions des articles 7 à 9.

TITRE III

Dispositions relatives aux prestations

Chapitre I : Dispositions communes

ARTICLE 11

Totalisation des périodes d'assurance

Aux effets de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, les périodes d'assurance accomplies, conformément à la législation des Etats contractants, sont totalisées en tant que de besoin, à la condition qu'elles ne se superposent pas.

ARTICLE 12

Dispositions relatives à l'invalidité

1. Pour déterminer le degré d'incapacité de travail aux effets de l'octroi des prestations d'invalidité, l'organisme compétent de chacun des Etats contractants effectuera une évaluation conformément à sa législation.

Lorsqu'un bénéficiaire de prestations d'invalidité séjourne ou réside sur le territoire de l'Etat autre que celui où se trouve l'organisme compétent, le contrôle administratif et médical est effectué à la demande de cet organisme par l'organisme compétent du lieu de séjour ou de résidence du bénéficiaire selon les modalités prévues par la législation que ce dernier organisme applique. Toutefois, l'organisme compétent conserve la faculté de faire procéder par un médecin de son choix au contrôle médical du bénéficiaire.

2. Si l'organisme compétent belge estime nécessaire d'effectuer au Chili des examens médicaux complémentaires, les frais de ceux-ci seront remboursés par cet organisme à l'organisme compétent chilien.
3. Si l'organisme compétent chilien estime nécessaire d'effectuer en Belgique des examens médicaux complémentaires, les frais de ceux-ci seront remboursés par cet organisme à l'organisme compétent belge. L'organisme compétent chilien pourra cependant récupérer directement auprès de l'intéressé 50% du coût de ces examens.

La quote-part du travailleur sera déduite directement par l'organisme compétent, des pensions dévolues ou, à défaut, du solde du compte de capitalisation individuel pour les travailleurs affiliés au Nouveau Système de pensions.

Si des examens complémentaires sont requis à la suite d'une contestation relative à l'invalidité constatée au Chili, les frais y afférents seront supportés conformément aux dispositions de l'alinéa 1er du présent paragraphe, pour autant que la plainte ne soit introduite par un organisme compétent chilien ou par une compagnie d'assurances, auquel cas lesdits frais seraient supportés par ces derniers.

Chapitre II- Dispositions particulières relatives aux prestations belges.

Section A - Pensions de vieillesse et de survie

ARTICLE 13

1. Nonobstant les dispositions de l'article 11, lorsque la législation belge subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession ou dans des activités déterminées, ne sont totalisées, pour l'admission au bénéfice de ces prestations, que les périodes d'assurance accomplies dans les mêmes profession ou activité au Chili.
2. Lorsque la législation belge subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession ou activité déterminée et lorsque ces périodes n'ont pu donner droit auxdites prestations, lesdites périodes sont considérées comme valables pour la liquidation des prestations prévues par le régime général des travailleurs salariés.

ARTICLE 14

1. Lorsqu'une personne satisfait aux conditions requises par la législation belge pour avoir droit aux prestations sans qu'il soit nécessaire de procéder à la totalisation, l'organisme compétent belge calcule le droit à la pension directement sur base des périodes d'assurance accomplies en Belgique et en fonction de la seule législation belge.
2. Si une personne peut prétendre à une pension en vertu de la législation belge, dont le droit n'est ouvert que compte tenu de la totalisation des périodes d'assurance conformément à l'article 11, les règles suivantes s'appliquent :
 - a) L'organisme compétent belge calcule le montant théorique de la prestation qui serait due si toutes les périodes d'assurance accomplies en vertu des législations des deux Etats contractants avaient été accomplies uniquement sous la législation qu'il applique.
 - b) L'organisme compétent belge calcule ensuite le montant dû, sur la base du montant visé au littera a, au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies sous sa seule législation par rapport à la durée de toutes les périodes d'assurance comptabilisées dans les deux Etats.

Section B - Assurance invalidité

ARTICLE 15

Pour la liquidation des prestations d'invalidité en application de la législation belge, les articles 11 et 14, paragraphe 2 sont applicables.

ARTICLE 16

Nonobstant l'article 15, la Belgique n'accordera pas de prestations au titre de périodes accomplies sous sa législation et qui sont à prendre en considération au moment de la réalisation du risque si :

- la durée desdites périodes n'atteint pas une année
- et
- compte tenu de ces seules périodes, aucun droit aux prestations n'est acquis en vertu des dispositions de la législation belge.

ARTICLE 17

Si selon la législation belge, un droit est ouvert sans qu'il soit fait appel aux dispositions de l'article 11, et que le montant de cette prestation est plus élevé que le montant résultant de l'addition des prestations proratisées belges et chiliennes, l'organisme compétent belge accorde en plus du prorata dont il a la charge, un complément égal à la différence entre le montant total de ces prestations et le montant de la prestation due uniquement selon la législation qu'il applique.

ARTICLE 18

1. Par dérogation aux dispositions des articles 11 et 17, les droits aux prestations d'invalidité des travailleurs qui ont été occupés dans les mines ou carrières avec exploitation souterraine en Belgique et au Chili sont déterminés suivant les règles définies à l'article 14, lorsque, compte tenu des périodes totalisées à cette fin, ces travailleurs remplissent les conditions prévues par la législation spéciale belge sur l'invalidité des ouvriers mineurs et assimilés.
2. Pour l'application du paragraphe 1er, sont totalisées avec les périodes d'occupation effective ou assimilées dans les mines ou carrières avec exploitation souterraine belges, les périodes accomplies ou reconnues équivalentes dans la même profession exercée sur le territoire du Chili, tant pour l'acquisition que pour la détermination du droit.
3. Si compte tenu des périodes ainsi totalisées, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour bénéficier des prestations prévues par la législation spéciale belge sur l'invalidité des ouvriers mineurs et assimilés, les périodes d'occupation effective ou assimilées dans les mines ou carrières avec exploitation souterraine belges sont prises en compte pour l'octroi des prestations du régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés.

ARTICLE 19

En cas de transfert de résidence et en cas de séjour temporaire dans l'autre Etat, l'autorité compétente belge pourra exiger que le titulaire d'une indemnité d'invalidité obtienne l'autorisation de l'organisme compétent belge. L'autorisation ne pourra alors être refusée que si le déplacement de l'intéressé est déconseillé pour des raisons médicales dûment établies et sous les mêmes conditions que s'il s'agissait de ressortissants belges.

ARTICLE 20

1. Si, en raison de l'augmentation du coût de la vie, de la variation du niveau des salaires ou d'autres causes d'adaptation, les prestations chiliennes sont modifiées d'un pourcentage ou montant déterminé, ce pourcentage ou montant doit être appliqué directement aux prestations chiliennes, sans qu'il y ait lieu de procéder à un nouveau calcul des prestations belges.
2. Par contre, en cas de modification du mode d'établissement ou des règles de calcul des prestations, un nouveau calcul est effectué conformément à l'article 14.

Chapitre III- Dispositions particulières relatives aux prestations chiliennes

ARTICLE 21

Pensions de vieillesse, d'invalidité et de survie

Les prestations de la législation chilienne sont octroyées conformément aux dispositions ci-après :

1. Les affiliés à une Institution de Gestion des Fonds de Pensions financent leur pension au Chili avec le solde accumulé dans leurs comptes de capitalisation individuelle.
Si ce solde est insuffisant pour financer une pension d'un montant minimum égal au montant de la pension minimale garantie par l'Etat, les affiliés ont le droit de totaliser des périodes à comptabiliser conformément à l'article 11 afin d'accéder au bénéfice de la pension minimale de vieillesse ou d'invalidité. Le même droit est valable pour les bénéficiaires d'une pension de survie.
2. Aux effets de déterminer l'accomplissement des conditions requises par les lois chiliennes pour accéder à une pension anticipée sous le Nouveau Système des Pensions, les affiliés ayant obtenu une pension conformément à la législation de la Belgique sont considérés comme pensionné sous les régimes de pension indiqués au paragraphe 4 du présent article.
3. Les travailleurs affiliés au Nouveau Système de Pensions au Chili peuvent cotiser volontairement dans ledit Système sous la modalité de travailleurs indépendants pendant leur période de résidence en Belgique, sans préjudice de leur obligation de respecter en plus les dispositions de la législation belge relatives à la cotisation obligatoire. Les travailleurs qui choisissent de jouir de ce bénéfice sont exemptés de l'obligation relative à la cotisation destinée au financement des prestations de santé.
4. Les affiliés des régimes de pension gérés par l'Instituto de Normalización Previsional ont également droit à la comptabilisation des périodes conformément aux dispositions de l'article 11 afin d'accéder au bénéfice de pension établi dans les dispositions légales qui leur sont applicables.

5. Dans les situations visées aux paragraphes 1 et 4 du présent article, l'organisme compétent détermine le montant de la prestation comme si toutes les périodes d'assurance avaient été accomplies conformément à sa propre législation et, aux effets du paiement du bénéfice, elle calcule la part à sa charge au prorata des périodes d'assurance accomplies exclusivement sous ladite législation et du total des périodes d'assurance à comptabiliser dans les deux Etats.

Si le total des périodes d'assurance à comptabiliser dans les deux Etats Contractants est supérieur à la période établie par la législation chilienne pour avoir le droit à une pension complète dans l'ancien système ou pension minimale dans le nouveau système, les années en excès sont rejetées aux effets de ce calcul.

ARTICLE 22

Prestations de santé pour invalides, pensionnés et survivants

Les bénéficiaires d'une pension de vieillesse ou de survie ou d'une indemnité d'invalidité en vertu de la seule législation belge, qui résident au Chili auront le droit de s'intégrer à l'assurance maladie chilienne sous les mêmes conditions que les retraités du Chili.

TITRE IV

Dispositions diverses

ARTICLE 23

Attributions des autorités compétentes

Les autorités compétentes :

- a) concluent l'Arrangement administratif pour l'application de la présente Convention;
- b) prennent toutes les mesures administratives nécessaires pour l'application de la présente Convention et désignent les organismes compétents ainsi que les organismes de liaison;

- c) définissent les procédures d'entraide administrative, y compris les procédures qui permettent de déterminer et de répartir les dépenses liées à l'obtention de certificats médicaux, administratifs et autres, nécessaires pour l'application de la présente Convention;
- d) se communiquent directement toutes informations concernant les mesures prises pour l'application de la présente Convention;
- e) se communiquent, dans les plus brefs délais et directement, toute modification de leur législation susceptible d'affecter l'application de la présente Convention.

ARTICLE 24

Collaboration administrative

1. Pour l'application de la présente Convention, les autorités compétentes ainsi que les organismes compétents de chacun des Etats contractants se prêtent réciproquement leurs bons offices, comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation. Cette entraide est en principe gratuite; toutefois, les autorités compétentes peuvent convenir du remboursement de certains frais.
2. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de droits de timbre, de greffe ou d'enregistrement prévues par la législation de l'un des Etats contractants pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cet Etat, est étendu aux pièces et documents analogues à produire en application de la législation de l'autre Etat.
3. Tous actes et documents à produire en application de la présente Convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques ou consulaires.
4. Pour l'application de la présente Convention, les autorités compétentes et les organismes compétents des Etats contractants sont habilités à correspondre directement entre eux de même qu'avec toute personne, quelle que soit sa résidence. La correspondance peut se faire dans une des langues officielles des Etats contractants.

ARTICLE 25

Demandes, déclarations, recours

Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être introduits, selon la législation d'un Etat contractant, dans un délai déterminé, auprès d'une instance de cet Etat, sont recevables s'ils sont introduits dans le même délai auprès d'une instance de l'autre Etat contractant. En ce cas, l'instance ainsi saisie transmet sans délai ces demandes, déclarations ou recours à l'instance du premier Etat contractant, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes des Etats contractants. La date à laquelle ces demandes, déclarations ou recours ont été introduits auprès d'une instance de l'autre Etat contractant est considérée comme la date d'introduction auprès de l'instance compétente pour en connaître.

Une demande ou un document ne peuvent être rejetés parce qu'ils sont rédigés dans une langue officielle de l'autre Etat contractant.

ARTICLE 26

Paiement des prestations

1. Les organismes débiteurs de prestations en vertu de la présente Convention s'en libèrent valablement dans la monnaie de leur Etat ou en dollars des Etats-Unis d'Amérique.
2. Les transferts qui résultent de l'application de la présente Convention ont lieu conformément aux accords en vigueur en cette matière liant les deux Etats contractants.
3. Les dispositions de la législation d'un Etat contractant en matière de contrôle des changes ne peuvent faire obstacle au libre transfert des montants financiers résultant de l'application de la présente Convention.

ARTICLE 27

Règlement des différends

1. Les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente Convention seront réglés, dans la mesure du possible, par les autorités compétentes.
2. Si les différends ne peuvent être réglés d'un commun accord, ils seront, à la demande de l'un des Etats contractants, soumis à l'arbitrage d'une cour dont les Etats contractants conviendront de la composition et de la procédure.
3. Les Etats contractants sont tenus d'exécuter et de faire exécuter les jugements prononcés par cette cour.

ARTICLE 28

Palements indus

Lorsque l'organisme comptéent d'un Etat contractant a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cet organisme peut, dans les conditions et limites prévues par la législation qu'il applique, demander à l'organisme compétent de l'autre Etat contractant, débiteur de prestations en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les sommes qu'il verse audit bénéficiaire. Ce dernier organisme opère la retenue dans les conditions et limites où celle-ci est autorisée par la législation qu'il applique, comme s'il s'agissait de sommes servies en trop par lui-même et transfère le montant ainsi retenu à l'organisme créancier.

TITRE V

Dispositions transitoires et finales

ARTICLE 29

Eventualités antérieures à l'entrée en vigueur de la Convention

1. La présente Convention s'applique également aux éventualités qui se sont réalisées antérieurement à son entrée en vigueur.
2. La présente Convention n'ouvre aucun droit au paiement de prestations correspondant à des périodes antérieures à son entrée en vigueur.
3. Toute période d'assurance accomplie sous la législation de l'un des Etats contractants avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour la détermination du droit à une prestation s'ouvrant conformément aux dispositions de cette Convention.
4. La présente Convention ne s'applique pas aux droits qui ont été liquidés par l'octroi d'une indemnité forfaitaire ou par le remboursement de cotisations.

ARTICLE 30

Révision, prescription, déchéance

1. Toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire d'un Etat contractant autre que celui où se trouve l'organisme débiteur est, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention.
2. Les prestations octroyées antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention sont révisées, compte tenu de ses dispositions, à la demande des intéressés. En aucun cas, une telle révision ne doit avoir pour effet de réduire le montant de la prestation déjà calculée.
3. Si la demande visée aux paragraphes 1 ou 2 du présent article est présentée dans un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits ouverts conformément aux dispositions de cette Convention sont acquis à partir de cette date, sans que les dispositions de la législation de l'un ou l'autre Etat contractant relatives à la déchéance ou à la prescription des droits soient opposables aux intéressés.
4. Si la demande visée aux paragraphes 1 ou 2 du présent article est présentée après l'expiration d'un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits qui ne sont pas frappés de déchéance ou qui ne sont pas prescrits sont acquis à partir de la date de la demande, sous réserve de dispositions plus favorables de la législation de l'Etat contractant en cause.

ARTICLE 31

Durée

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée par un des Etats contractants par notification écrite adressée à l'autre Etat avec un préavis de douze mois, et dans ce cas elle cessera d'être en vigueur à la fin de cette période.

ARTICLE 32

Garantie des droits acquis ou en voie d'acquisition

En cas de dénonciation, les droits et paiements des prestations acquises en vertu de la Convention seront maintenus; les Etats contractants prendront des arrangements afin de garantir les droits en voie d'acquisition.

ARTICLE 33

Entrée en vigueur

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suivra la date de réception de la note par laquelle le dernier des deux Etats contractants aura signifié à l'autre Etat contractant l'accomplissement des formalités juridiques internes requises pour son entrée en vigueur.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

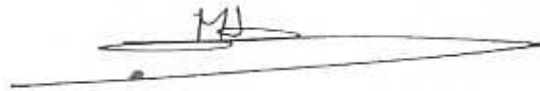
Fait à Bruxelles, le 9 septembre 1996,
en double exemplaire, en langue française, néerlandaise et espagnole, chaque texte faisant également foi.

Pour la République du Chili,

Pour le Royaume de Belgique,



Jorge ARRATE MAC NIVEN,
Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale



Magda DE GALAN,
Ministre des Affaires sociales,

**ADMINISTRATIEVE SCHIKKING
HOUDENDE DE MODALITEITEN VAN TOEPASSING VAN
DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DE SOCIALE ZEKERHEID
TUSSEN
DE REPUBLIEK CHILI
EN
HET KONINKRIJK BELGIE**

Bij toepassing van artikel 23 van de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen de Republiek Chili en het Koninkrijk België zijn de bevoegde Belgische en Chileense organen in gemeen overleg de volgende bepalingen overeengekomen:

TITEL I

Algemene bepalingen

Artikel 1

1. Voor de toepassing van deze Schikking:
 - a) verstaat men onder "Overeenkomst" de Overeenkomst van 9 september 1996 betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek Chili;
 - b) verstaat men onder "Schikking" de Administratieve Schikking betreffende de toepassingsmodaliteiten van de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek Chili.
2. De in artikel 1 van de Overeenkomst gedefinieerde termen hebben de betekenis die hun in genoemd artikel wordt gegeven.

Artikel 2

1. Worden voor de toepassing van de Overeenkomst als verbindingsorganen aangewezen:

In België

1. Ouderdom, overleving (pensioenen):
 - Rijksdienst voor Pensioenen, Brussel
 - Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, Brussel
2. Invaliditeit:
 - a) algemene invaliditeit:
Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering, Brussel
 - b) bijzondere invaliditeit mijnwerkers:
Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers, Brussel
 - c) invaliditeit zeelieden:
Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden, Antwerpen

In Chili

- de Surintendie van de Beheerders van de Pensioenfondsen voor de bij het nieuwe pensioensysteem aangeslotenen;
- de Surintendie voor sociale zekerheid voor de aangeslotenen bij de stelsels die worden beheerd door het Instituto de Normalización Previsional.

2. Voor de toepassing van de Overeenkomst worden de volgende bevoegde organen aangeduid:

In België

1. Ouderdom, overleving (pensioenen):

- Rijksdienst voor Pensioenen, Brussel
- Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, Brussel

2. Invaliditeit:

- a) algemene invaliditeit:

Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering, Brussel, samen met de verzekeringsinstelling waarbij de werknemer dan wel zelfstandige is of was aangesloten

- b) bijzondere invaliditeit mijnwerkers:

Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers, Brussel

- c) invaliditeit zeelieden:

Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden, Antwerpen

In Chili

1. Uitkeringen:

- de Beheerders van de Pensioenfondsen voor bij het nieuwe pensioensysteem aangesloten;
- het Instituto de Normalización Previsional voor de bij het vroegere previsionele stelsel aangesloten.

2. Vastlegging van de invaliditeitsgraad:

- de Medische Commissie van de Surintendie van de Beheerders van de Pensioenfondsen, voor de bij het nieuwe pensioensysteem aangesloten;
- de Commissie voor preventieve geneeskunde en ongeschiktheid van de overeenkomstige gezondheidsdienst, voor de bij het Instituto de Normalización Previsional aangesloten;
- de Commissie voor preventieve geneeskunde en ongeschiktheid van de centrale gezondheidsdienst, voor de bij het vroegere previsionele stelsel aangesloten, die niet in Chili wonen, en voor hen die niet in de sociale zekerheid van dit land zijn ingeschreven.

3. Betaling van de gezondheidsbijdrage (artikel 22 van de Overeenkomst):

- de instellingen voor previsionele gezondheid;
- het Nationaal Gezondheidsfonds.

TITEL II

Bepalingen betreffende de toepasselijke wetgeving

Artikel 3

1. In de gevallen bedoeld in paragraaf 1 van artikel 8 van de Overeenkomst stelt de in paragraaf 2 van dit artikel aangeduide instelling van de Overeenkomstsluitende Staat, wiens wetgeving van toepassing blijft, de werknemer, op diens verzoek of op verzoek van zijn werkgever, een getuigschrift ter hand waaruit blijkt dat deze wetgeving op hem van toepassing blijft, en waarop met name de detacheringstermijn alsmede de identiteit van de gezinsleden die de werknemer vergezellen, vermeld staan.
2. Het getuigschrift waarvan sprake in paragraaf 1 van dit artikel wordt uitgereikt:

in België door
 - het Rijksinstituut voor Sociale Zekerheid, Brussel
In Chili door
 - de Surintendie van de Beheerders van de Pensioenfondsen voor de bij het nieuwe pensioensysteem aangeslotenen;
 - de Surintendie voor sociale zekerheid voor de aangeslotenen bij de stelsels die door het Instituto de Normalización Previsional worden beheerd.
3. Het origineel van het in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde getuigschrift wordt aan de werknemer uitgereikt die het tijdens de hele detacheringstermijn bij zich moet houden om in het gastland zijn onderwerping te bewijzen.
4. Van het getuigschrift dat door het Chileense bevoegde orgaan werd afgeleverd, wordt een afschrift naar de Sociale Inspectie van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu in Brussel gestuurd.

Tevens wordt van het getuigschrift dat door het Chileense bevoegde orgaan werd afgeleverd een afschrift naar de Surintendie van de Beheerders van de Pensioenfondsen in Chili gestuurd.

TITEL III

Bepalingen betreffende de invaliditeit, de ouderdom en de overleving

Artikel 4

1. Het verbindingsorgaan dat een aanvraag tot prestatie ontvangt, hetzij rechtstreeks van de betrokkene, hetzij via het bevoegd orgaan, dat betaalbaar is door het bevoegde orgaan van de andere Overeenkomstsluitende Staat zendt die onverwijld door naar het verbindingsorgaan van de andere Staat op de daartoe bestemde formulieren.
2. Daarnaast zendt het alle beschikbare documenten door ~~die~~ het bevoegde orgaan van de andere Overeenkomstsluitende Staat nodig kan hebben om het recht van de verzoeker op de betrokken uitkering te bepalen.
3. De gegevens in verband met de burgerlijke staat op het aanvraagformulier zullen behoorlijk rechtsgeldig worden gemaakt door het verbindingsorgaan, vermeldende dat de gegevens door originele documenten worden bevestigd.
4. Bovendien zal het verbindingsorgaan aan het verbindingsorgaan van de andere Overeenkomstsluitende Staat een formulier overmaken dat de ingevolge de wetgeving van de eerste Staat vervulde verzekeringstijdvakken aangeeft.

Na ontvangst van het formulier zal het verbindingsorgaan van de andere Staat er de inlichtingen aan toevoegen in verband met de ingevolge de wetgeving die het toepast vervulde verzekeringstijdvakken, en zendt het onverwijld terug naar het verbindingsorgaan van de eerste Staat.

5.
 - a) Elk der bevoegde organen zal de rechten van de verzoeker en, in voorkomend geval, van zijn echtgenoot vaststellen en hem rechtstreeks haar beslissing mededelen, met aanduiding van de aangehouden verzekeringstijdvakken en van de middelen en termijnen voor het instellen van beroep.
 - b) Het bevoegde orgaan dat een prestatie toekent, maakt via de verbindingsorganen haar beslissing kenbaar aan het bevoegde orgaan van de andere Staat.
6.
 - a) Ingeval het Chileense verbindingsorgaan kennis heeft van het feit dat een gerechtigde op een Belgische invaliditeits-, rust- of overlevingsuitkering, die in Chili woont, of eventueel zijn echtgenoot, niet alle beroepsarbeid heeft gestaakt of een dergelijke arbeid heeft hervat, dan zal het onverwijld het Belgische verbindingsorgaan daarvan inlichten.
 - b) Het Chileense verbindingsorgaan zal bovendien alle beschikbare inlichtingen toesturen inzake de aard van het uitgevoerde werk en inzake de verdiensten of inkomsten die de belanghebbende of zijn echtgenoot geniet of heeft genoten.

Artikel 5

1. Het verbindingsorgaan van een Overeenkomstsluitende Staat zal op verzoek aan het verbindingsorgaan van de andere Staat alle beschikbare medische inlichtingen en documentatie overmaken in verband met de ongeschiktheid van de verzoeker of de begunstigde.
2. De kosten van de onderzoeken of medische documenten zullen op korte termijn en na ontvangst van een gedetailleerd verslag worden terugbetaald overeenkomstig artikel 12 van de Overeenkomst.

Artikel 6

1. De bevoegde organen storten de prestaties of de pensioenen aan de gerechtigden door rechtstreekse betaling.
2. De onkosten in verband met het uitbetalen van de prestaties en pensioenen kunnen teruggevorderd worden bij de gerechtigden, in de voorwaarden waarin voorzien bij de door de betalingsinstelling toegepaste wetgeving.

Artikel 7

De verbindingsorganen wisselen jaarlijks statistische gegevens aangaande het aantal in de andere Overeenkomstsluitende Staat verrichte stortingen alsook de erop betrekking hebbende bedragen.

TITEL V

Bepalingen betreffende de geneeskundige prestaties voor invaliden, gepensioneerden en nagelaten betrekkingen

Artikel 8

1. In het geval waarin voorzien in artikel 22 van de Overeenkomst zal de status van begunstigde worden bewezen via een getuigschrift dat wordt afgeleverd door het Belgische bevoegde orgaan, waarop de datum staat waarop de prestatie werd toegekend alsmede het bedrag ervan ten tijde van het getuigschrift.
2. Het genoemde getuigschrift zal aan gelijk welk Chileens verbindingsorgaan worden overgemaakt dat het bedrag van de prestatie in de nationale munt omzet.

Deze informatie wordt vermeld op een formulier ad hoc dat belanghebbende in staat zal stellen om de bijdrage voor geneeskundige verzorging te betalen aan de bevoegde verzekeringsinstelling.

TITEL V

Diverse bepalingen

Artikel 9

Het model van de getuigschriften, attesten of formulieren die voor de uitvoering van de Overeenkomst en deze Administratieve Schikking nodig zijn, wordt in gemeen overleg uitgevaardigd door de verbindingsorganen van de beide Overeenkomstsluitende Staten, na goedkeuring door de bevoegde autoriteiten.

Artikel 10

Deze Administratieve Schikking treedt in werking op dezelfde datum als de Overeenkomst. Zij zal dezelfde duur hebben als de Overeenkomst.

Gedaan te Brussel op 9 september 1996 in tweevoud, in de Nederlandse, de Franse en de Spaanse taal, de drie teksten zijnde gelijkelijk rechtsgeldig.

Voor de Republiek Chili,

Voor het Koninkrijk België,



Jorge ARRATE MAC NIVEN,
Minister van Arbeid en Sociale Zaken,



Magda DE GALAN,
Minister van Sociale Zaken,

OVEREENKOMST
BETREFFENDE DE SOCIALE ZEKERHEID
TUSSEN
DE REPUBLIEK CHILI
EN
HET KONINKRIJK BELGIË

**OVEREENKOMST
BETREFFENDE DE SOCIALE ZEKERHEID
TUSSEN
DE REPUBLIEK CHILI
EN
HET KONINKRIJK BELGIË**

De Republiek Chili en het Koninkrijk België, bezielde met het verlangen onderlinge relaties te regelen op het gebied van de sociale zekerheid, zijn daaromtrent de hiernavolgende bepalingen overeengekomen:

TITEL I

Algemene bepalingen

ARTIKEL 1

Definities

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst:

(a) Verstaat men onder "België" het Koninkrijk België;
verstaat men onder "Chili" de Republiek Chili.

(b) Verstaat men onder "onderdaan":

Voor België: een persoon van Belgische nationaliteit;

Voor Chili: een persoon als dusdanig erkend door de politieke grondwet van de Republiek Chili.

(c) Verstaat men onder "wetgeving" de wetten en verordeningen bedoeld in artikel 2.

(d) Verstaat men onder "bevoegde autoriteit":

Voor België: de Ministers die, ieder wat hem betreft, belast zijn met de toepassing van de wetgeving bedoeld in artikel 2, paragraaf 1, A;

Voor Chili: de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

(e) Verstaat men onder "bevoegd orgaan": de instelling, het orgaan of de autoriteit die ermede belast is de in artikel 2, paragraaf 1 bedoelde wetgeving geheel of gedeeltelijk toe te passen.

(f) Verstaat men onder "verzekeringstijdvak": elke periode die als dusdanig wordt erkend door de wetgeving onder dewelke dat tijdvak werd vervuld, alsmede elke periode die door deze wetgeving wordt erkend als gelijkgesteld met een verzekeringstijdvak.

(g) Verstaat men onder "pensioen": elk pensioen of elke uitkering in geld, inclusief alle aanvullingen of verhogingen die van toepassing zijn krachtens de in artikel 2 bedoelde wetgevingen.

(h) Verstaat men onder "nagelaten betrekking":

Voor België: iedere persoon die als dusdanig door de Belgische wetgeving wordt aangemerkt of erkend;

Voor Chili: iedere persoon met de hoedanigheid van begunstigde van een overlevingspensioen.

(i) Verstaat men onder "gezinslid":

Voor België: iedere persoon die als gezinslid wordt aangemerkt of erkend of als huisgenoot wordt aangeduid door de Belgische wetgeving;

Voor Chili: iedere persoon met de hoedanigheid van begunstigde van uitkeringen conform de toepasselijke wetgeving.

(j) Verstaat men onder "staatloze":

Voor België: de persoon die als staatloze wordt aangemerkt in artikel 1 van de Overeenkomst van 28 september 1954 betreffende de status van staatlozen;

Voor Chili: iedere persoon zonder nationaliteit.

(k) Verstaat men onder "vluchteling": de persoon van wie het statuut van vluchteling erkend is in toepassing van de Overeenkomst van 28 juli 1951 betreffende het statuut van vluchtelingen, alsook van het aanvullend protocol van 31 januari 1967.

2. Elke term die niet in de 1ste paragraaf van dit artikel is omschreven, heeft de betekenis die eraan wordt toegekend door de toepasselijke wetgeving.

ARTIKEL 2

Materieel toepassingsgebied

1. Deze Overeenkomst is van toepassing:

A) in België:

(a) op de wetgevingen betreffende de rust- en overlevingspensioenen van werknemers en zelfstandigen;

(b) op de wetgevingen betreffende de invaliditeitsuitkeringen van werknemers, mijnwerkers, zeelieden ter koopvaardij en zelfstandigen,

en, uitsluitend voor Titel II, op de wetgevingen betreffende:

(c) de sociale zekerheid van werknemers;

(d) het sociaal statuut van de zelfstandigen.

B) In Chili op de wetgeving betreffende:

- (a) het nieuwe systeem van rust-, invaliditeits- en overlevingspensioenen dat gebaseerd is op individuele kapitalisatie;
 - (b) het stelsel voor rust-, invaliditeits- en overlevingspensioenen dat beheerd wordt door het Instituto de Normalización Previsional;
 - (c) het stelsel voor geneeskundige verstrekkingen krachtens de bepalingen uit artikel 22, en uitsluitend voor Titel II;
 - (d) de overige stelsels van sociale zekerheid.
2. Deze Overeenkomst is ook van toepassing op alle wetgevende of reglementaire akten die de in paragraaf 1 van dit artikel vermelde wetgevingen zullen wijzigen of aanvullen.
3. Toch is deze Overeenkomst slechts van toepassing op wetgevende of reglementaire akten waarbij de bestaande regelingen tot nieuwe categorieën van gerechtigden uitgebreid zullen worden, indien de Regering van de Overeenkomstsluitende Staat die zijn wetgeving heeft gewijzigd zich daartegen niet verzet; in geval van verzet moet dit binnen een termijn van zes maanden, vanaf de officiële bekendmaking van bedoelde akten, aan de andere Staat betekend worden.

ARTIKEL 3

Personeel toepassingsgebied

Behoudens andersluidende bepaling, is deze Overeenkomst van toepassing:

- (a) op de personen op wie de wetgeving van één van beide Overeenkomstsluitende Staten van toepassing is of geweest is en die:
 - (1) onderdanen zijn van één van beide Overeenkomstsluitende Staten, dan wel
 - (2) staatlozen of vluchtelingen die door een van beide Overeenkomstsluitende Partijen zijn erkend,alsmede hun gezinsleden en hun nagelaten betrekkingen;
- (b) op de nagelaten betrekkingen en op de gezinsleden van personen op wie de wetgeving van een van beide Overeenkomstsluitende Staten van toepassing is geweest, ongeacht de nationaliteit van deze laatsten, wanneer deze nagelaten betrekkingen of deze gezinsleden onderdanen zijn van één van beide Overeenkomstsluitende Staten, dan wel staatlozen of vluchtelingen die erkend zijn door één van beide Overeenkomstsluitende Staten.

ARTIKEL 4

Gelijke behandeling

Tenzij anders vermeld in deze Overeenkomst, hebben de in artikel 3 bedoelde personen de rechten en verplichtingen voortvloeiende uit de wetgeving van elk der beide Overeenkomstsluitende Staten onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van deze Staat.

ARTIKEL 5

Export van pensioenen

1. De pensioenen verworven ingevolge de wetgeving van één van beide Overeenkomstsluitende Staten, mogen verminderd noch gewijzigd worden op grond van het feit dat de begunstigde verblijft of woont op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Staat.
2. Rust- en overlevingspensioenen die door één van beide Overeenkomstsluitende Staten verschuldigd zijn, worden aan de onderdanen van de andere Staat, die wonen op het grondgebied van een derde land, uitbetaald aan dezelfde voorwaarden als gold het onderdanen van de eerste Staat, wonend op het grondgebied van deze derde Staat.

ARTIKEL 6

Bepalingen betreffende vermindering of schorsing

De bepalingen inzake vermindering of schorsing waarin de Belgische wetgeving voorziet in geval van samenloop van een uitkering met andere uitkeringen van sociale zekerheid of met andere inkomsten of door het feit van de uitoefening van beroepsarbeid, zijn op de rechthebbende van toepassing zelfs indien het gaat om uitkeringen welke op grond van een Chileens stelsel zijn verkregen of om inkomsten verworven of een beroepsarbeid uitgeoefend op het grondgebied van Chili.

TITEL II

Bepalingen betreffende de toepasselijke wetgeving

ARTIKEL 7

Algemene regel

Onder voorbehoud van artikelen 8 tot 10, wordt de toepasselijke wetgeving bepaald overeenkomstig navolgende bepalingen:

- a) op personen die een beroepsarbeid verrichten op het grondgebied van één Overeenkomstsluitende Staat is de wetgeving van deze Staat van toepassing;
- b) op personen die ononderbroken beroepsarbeid verrichten aan boord van een schip dat onder de vlag vaart van een Overeenkomstsluitende Staat, is de wetgeving van deze Staat van toepassing.

ARTIKEL 8

Bijzondere regels

- 1. Een werknemer die, in dienst zijnde van een onderneming welke op het grondgebied van één der Overeenkomstsluitende Staten een vestiging heeft waar hij normaal onder ressorteert, door deze onderneming gedetacheerd wordt naar het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Staat om een werk voor haar rekening uit te voeren, blijft samen met zijn hem vergezellende gezinsleden, onder de toepassing vallen van de wetgeving van de eerste Staat, alsof hij werkzaam bleef op diens grondgebied, op voorwaarde weliswaar dat de te verwachten duur van het door hem uit te voeren werk geen 24 maanden overschrijdt, en dat hij niet ter vervanging werd gestuurd van een andere werknemer wiens detacheringsperiode afgelopen was.
- 2. Artikel 7 b) is niet van toepassing voor niet gewoonlijk op zee tewerkgestelde personen, die binnen de territoriale wateren of in een haven van een der Overeenkomstsluitende Staten tewerkgesteld zijn op een schip dat de vlag voert van de andere Staat.

Naar gelang van het geval is artikel 7 a) of paragraaf 1 van dit artikel van toepassing.

- 3. Werknemers van vervoerbedrijven met zetel op het grondgebied van een der Overeenkomstsluitende Staten, die naar het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Staat gedetacheerd worden of er in tijdelijk dan wel ambulant verband werkzaam zijn, vallen samen met de hen vergezellende gezinsleden, onder de toepassing van de wetgeving van de Overeenkomstsluitende Staat op wiens grongebied het bedrijf zijn zetel heeft.

Heeft echter het bedrijf op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Staat een filiaal of een permanente vertegenwoordiging, dan vallen de aldaar tewerkgestelde werknemers onder de wetgeving van de Overeenkomstsluitende Staat waar het bijhuis of de vertegenwoordiging zich bevindt, met uitzondering van hen die daarheen niet blijvend worden gestuurd.

ARTIKEL 9

Ambtenaren, leden van diplomatieke missies en consulaire posten

1. Op openbare ambtenaren en gelijkgesteld personeel is de wetgeving van de Overeenkomstsluitende Staat van toepassing waaronder de administratie die hen tewerkstelt, ressorteert. Deze personen alsmede hun gezinsleden worden te dien einde aangezien als wonend in deze Overeenkomstsluitende Staat, ook al bevinden zij zich in de andere Overeenkomstsluitende Staat.
2.
 - a) Op onderdanen van een Overeenkomstsluitende Staat die door de Regering van deze Overeenkomstsluitende Staat als lid van een diplomatieke missie of een consulaire post naar het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Staat worden gestuurd, is de wetgeving van de eerste Overeenkomstsluitende Staat van toepassing.
 - (b) Op personen die door een diplomatieke missie of een consulaire post van een der Overeenkomstsluitende Staten zijn aangeworven op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Staat, is de wetgeving van de tweede Overeenkomstsluitende Staat van toepassing.

Niettemin kunnen personen die onderdanen zijn van de eerste Overeenkomstsluitende Staat opteren voor de toepassing van de wetgeving van die Overeenkomstsluitende Staat.

Deze keuze moet geschieden binnen zes maanden vanaf de tewerkstelling of de datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst.

- (c) Wanneer de diplomatieke missie of de consulaire post van een der Overeenkomstsluitende Staten personen tewerkstelt die conform b) van deze paragraaf onderworpen zijn aan de wetgeving van de andere Overeenkomstsluitende Staat, dan houdt de missie of de post rekening met de verplichtingen die door de wetgeving van die Overeenkomstsluitende Staat aan de werkgevers zijn opgelegd.
- (d) De bepalingen onder b) en c) van deze paragraaf zijn naar analogie toepasselijk op personen die zijn tewerkgesteld in privé-dienst van een persoon die onder a) van deze paragraaf wordt bedoeld.
- (e) De bepalingen van a) tot d) van deze paragraaf zijn niet van toepassing op de honoraire leden van een consulaire post, noch op personen die werken in privé-dienst van die personen.

- (f) De bepalingen uit deze paragraaf zijn eveneens van toepassing op de hen vergezellende gezinsleden van personen bedoeld onder a) tot e), tenzij ze zelf beroepsarbeid verrichten.

ARTIKEL 10

Afwijkingen

Op verzoek van de werknemer en de werkgever kunnen de bevoegde autoriteiten in het belang van die werknemer in gemeen overleg voorzien in afwijkingen van de bepalingen van artikelen 7 tot 9.

TITEL III

Bepalingen betreffende de prestaties

Hoofdstuk I: gemeenschappelijke bepalingen

ARTIKEL 11

Samentelling van de verzekeringstijdvakken

Met het oog op het verkrijgen, het behoud of het herverkrijgen van het recht op uitkeringen worden de vervulde verzekeringstijdvakken conform de wetgeving van de Overeenkomstsluitende Staten in de nodige mate en op voorwaarde dat zij elkaar niet overlappen, samengeteld.

ARTIKEL 12

Bepalingen betreffende invaliditeit

1. Om de arbeidsongeschiktheidsgraad te bepalen met het oog op de toekenning van invaliditeitsuitkeringen verricht het bevoegde orgaan van elk van de Overeenkomstsluitende Staten een evaluatie conform zijn wetgeving.

Indien een gerechtigde op invaliditeitsuitkeringen woont of verblijft op het grondgebied van een andere Staat dan die waar het bevoegde orgaan zich bevindt, dan wordt de administratieve en medische controle op verzoek van dit orgaan uitgevoerd door het bevoegde orgaan van de woon- of verblijfplaats van de begunstigde, volgens de modaliteiten van de wetgeving die door dat orgaan wordt toegepast. Toch beschikt het bevoegde orgaan over de mogelijkheid om door een arts van zijn keuze de begunstigde aan een medische controle te onderwerpen.

2. Indien de Belgische bevoegde instelling het nodig acht om in Chili bijkomende medische onderzoeken te laten verrichten, zullen de kosten daarvan door dit orgaan worden terugbetaald aan het Chileense bevoegde orgaan.
3. Indien het Chileense bevoegde orgaan het nodig acht om in België bijkomende medische onderzoeken te laten verrichten, zullen de kosten daarvan door dit orgaan worden terugbetaald aan het Belgische bevoegde orgaan. Het Chileense bevoegde orgaan kan bij de betrokkene evenwel rechtstreeks 50% van de onderzoekskosten terugvorderen.

Het aandeel van de werknemer zal rechtstreeks door het bevoegde orgaan worden afgehouden van de vervallen pensioenen, of bij ontstentenis daarvan, van het saldo van de individuele-kapitalisatierekening voor werknemers die bij het Nieuwe Pensioensysteem zijn aangesloten.

Indien er na betwisting van de in Chili vastgestelde invaliditeit bijkomende onderzoeken nodig blijken, zullen de daarmee gepaard gaande kosten worden gedragen overeenkomstig de bepalingen van lid 1 van deze paragraaf, voor zover de klacht niet door een Chileens bevoegd orgaan of een verzekeringsmaatschappij werd ingediend, omdat in dat geval de genoemde kosten door deze laatsten worden gedragen.

Hoofdstuk II: bijzondere bepalingen betreffende de Belgische prestaties

Sectie A - Rust- en overlevingspensioenen

ARTIKEL 13

1. Niettegenstaande de bepalingen in artikel 11 worden, wanneer de Belgische wetgeving de toekenning van bepaalde uitkeringen afhankelijk stelt van de voorwaarde dat de verzekerings-tijdvakken vervuld moeten zijn in een bepaald beroep of een bepaalde arbeid, worden, voor het genieten van deze uitkeringen enkel de verzekeringstijdvakken samengevoegd die in hetzelfde beroep of dezelfde arbeid in Chili werden vervuld.
2. Wanneer de Belgische wetgeving het toekennen van bepaalde uitkeringen afhankelijk maakt van de voorwaarde dat verzekeringstijdvakken moeten zijn vervuld in een bepaald beroep of bepaalde arbeid, en wanneer deze tijdvakken geen recht op de genoemde uitkeringen hebben doen ontstaan, dan worden de genoemde tijdvakken als geldig beschouwd voor de vaststelling van de uitkeringen waarin door het algemeen stelsel voor werknemers is voorzien.

ARTIKEL 14

1. Wanneer een persoon aan de vereiste voorwaarden van de Belgische wetgeving voldoet om uitkeringsgerechtigd te zijn zonder daarbij over te gaan tot samentelling, berekent het Belgische bevoegde orgaan rechtstreeks het pensioenrecht op basis van in België vervulde verzekeringstijdvakken en enkel op basis van de Belgische wetgeving.
2. Indien een persoon aanspraak kan maken op een pensioen ingevolge de Belgische wetgeving, waarbij het recht slechts ontstaat rekening houdend met de samentelling van verzekeringstijdvakken conform artikel 11, dan worden de volgende regels toegepast:
 - a) het Belgische bevoegde orgaan berekent het theoretische bedrag van de uitkering dat zou verschuldigd zijn indien alle vervulde verzekeringstijdvakken ingevolge de wetgeving van beide Overeenkomstsluitende Staten uitsluitend waren vervuld onder de wetgeving die door het orgaan wordt toegepast.
 - b) vervolgens berekent het Belgische bevoegde orgaan het verschuldigde bedrag op basis van het onder a) bedoelde bedrag, naar rata van de duur van de uitsluitend onder zijn wetgeving vervulde verzekeringstijdvakken in relatie tot de duur van alle verzekeringstijdvakken die in beide staten vervuld zijn.

Sectie B - Invaliditeitsverzekering

ARTIKEL 15

Voor de vaststelling van invaliditeitsuitkeringen in toepassing van de Belgische wetgeving, zijn artikelen 11 en 14, lid 2, van toepassing.

ARTIKEL 16

Niettegenstaande artikel 15 kent België geen uitkeringen toe voor tijdvakken die onder zijn wetgeving zijn vervuld en waarmee rekening dient gehouden op het ogenblik dat het risico zich voordoet, indien:

- de duur van de genoemde tijdvakken niet hoger ligt dan een jaar
- en
- alleen rekening houdend met deze periodes er geen enkel recht op uitkeringen wordt toegekend ingevolge bepalingen uit de Belgische wetgeving.

ARTIKEL 17

Indien ingevolge de Belgische wetgeving een recht ingaat zonder dat beroep gedaan wordt op de bepalingen van artikel 11, en het bedrag van deze uitkering hoger is dan het bedrag afkomstig van de som van de geproratiseerde Belgische en Chileense uitkeringen, kent het Belgische bevoegde orgaan naast het proratabedrag dat hem ten laste valt, ook nog een aanvulling toe, gelijk aan het verschil tussen het totaalbedrag dezer uitkeringen en het bedrag der uitkeringen dat verschuldigd is op grond van uitsluitend de wetgeving die het toepast.

ARTIKEL 18

1. In afwijking van de bepalingen van artikelen 11 en 17 worden de rechten op invaliditeitsuitkeringen van de werknemers die werkzaam geweest zijn in ondergrondse mijnen of steengroeven in België en in Chili, vastgesteld volgens de in artikel 14 bepaalde regelen, wanneer, rekening gehouden met de te dien einde samengevoegde tijdvakken, deze werknemers voldoen aan de eisen die gesteld worden door de speciale Belgische wetgeving betreffende de invaliditeit van de mijnwerkers en ermede gelijkgestelden.
2. Voor de toepassing van paragraaf 1 worden, zowel voor de verkrijging als voor de vaststelling van het recht, met de tijdvakken van daadwerkelijke of gelijkgestelde tewerkstelling in de Belgische ondergrondse mijnen of steengroeven samengevoegd, de tijdvakken die werden vervuld of als zodanig erkend in hetzelfde op het Chileense grondgebied uitgeoefende beroep.
3. Indien de belanghebbende, rekening gehouden met de aldus samengevoegde tijdvakken, niet voldoet aan de eisen om de prestaties te genieten ingevolge de bijzondere Belgische wetgeving betreffende de invaliditeit van mijnwerkers en gelijkgestelden, wordt rekening gehouden met de tijdvakken van daadwerkelijke of gelijkgestelde tewerkstelling in de Belgische ondergrondse mijnen of steengroeven voor de toekenning van de prestaties van de regeling voor ziekte- en invaliditeitsverzekering der werknemers.

ARTIKEL 19

Bij verandering van woonplaats en van tijdelijk verblijf in de andere Staat zal het Belgische bevoegde orgaan kunnen eisen dat de rechthebbende op een uitkering wegens invaliditeit toelating bekomt van het Belgische bevoegde orgaan. De toelating zal alsdan slechts kunnen geweigerd worden indien de verplaatsing van belanghebbende af te raden is op grond van behoorlijk vastgestelde medische redenen en onder dezelfde voorwaarden als gold het Belgische onderdanen.

ARTIKEL 20

1. Indien wegens de stijging van de levensduurte, de schommelingen van het loonpeil of om andere aanpassingsredenen de Chileense uitkeringen met een bepaald percentage of bedrag worden gewijzigd, dan moet dit percentage of bedrag rechtstreeks worden toegepast op de Chileense uitkeringen, zonder dat daarbij opnieuw tot een berekening van de Belgische uitkeringen moet worden overgegaan.
2. Anderzijds, indien de manier om de uitkeringen vast te leggen of de regels om ze te berekenen worden gewijzigd, dan wordt er overeenkomstig artikel 14 een nieuwe berekening uitgevoerd.

Hoofdstuk III: Bijzondere bepalingen betreffende de Chileense prestaties

ARTIKEL 21

Rust-, invaliditeits- en overlevingspensioenen

De uitkeringen van de Chileense wetgeving worden toegekend overeenkomstig de hierna volgende bepalingen:

1. De bij een Instelling voor Pensioenfondsbeheer aangeslotenen financieren hun pensioen in Chili met het saldo dat op hun individuele-kapitalisatierekening wordt opgebouwd. Indien dit saldo ontoereikend is om een pensioen te financieren dat minimaal gelijk is aan het minimumpensioen dat door de staat wordt gewaarborgd, hebben de aangeslotenen het recht om de te vervullen tijdvakken samen te tellen conform artikel 11, teneinde het recht op het minimaal ouderdoms- of invaliditeitspensioen te verkrijgen. Hetzelfde recht geldt ook voor de begunstigden van een overlevingspensioen.
2. Om te bepalen of de door de Chileense wetten vereiste voorwaarden zijn vervuld om in het Nieuwe Pensioensysteem vervroegd met pensioen te gaan, worden de aangeslotenen die conform de Belgische wetgeving een pensioen hebben ontvangen, beschouwd als gepensioneerd in de pensioenstelsels die in paragraaf 4 van dit artikel worden beschreven.
3. Werknemers die bij het Nieuwe Pensioensysteem van Chili zijn aangesloten, kunnen vrijwillig bijdragen tot dat systeem volgens de modaliteiten van zelfstandigen tijdens de periode dat ze in België verblijven, ongeacht hun verplichting om daarnaast de bepalingen na te leven van de Belgische wetgeving inzake de bijdrageplicht. Werknemers die voor dit voordeel kiezen, worden vrijgesteld van de plicht tot het betalen van een bijdrage voor de financiering van geneeskundige prestaties.

4. De aangeslotenen bij de pensioenstelsels die door het Instituto de Normalización Previsional worden beheerd, hebben eveneens recht op een comptabilisering van tijdvakken conform de bepalingen van artikel 11 teneinde het pensioenvoordeel te verkrijgen dat in de toepasselijke wettelijke bepalingen wordt beschreven.
5. In de situaties die in paragraaf 1 en 4 van dit artikel worden bedoeld, bepaalt het bevoegde orgaan het bedrag van de uitkering alsof alle verzekeringstijdvakken waren vervuld conform de eigen wetgeving, en met het oog op de betaling van het voordeel berekent zij het deel te zijnen laste naar rata van de verzekeringstijdvakken die uitsluitend onder de genoemde wetgeving werden vervuld en van de totale te comptabiliseren verzekeringstijdvakken in beide Staten.

Indien het totaal van de in aanmerking te nemen verzekeringstijdvakken in beide Overeenkomstsluitende Staten hoger ligt dan de in de Chileense wetgeving bepaalde termijn die recht geeft op een volledig pensioen in het oude systeem of een minimumpensioen in het nieuwe systeem, worden de overtollige jaren voor de berekening geweigerd.

ARTIKEL 22

Geneeskundige prestaties voor invaliden, gepensioneerden en overlevenden

Gerechtigden op een rust- of overlevingspensioen of van een invaliditeitsuitkering uitsluitend ingevolge de Belgische wetgeving en die in Chili verblijven, hebben het recht om zich aan te sluiten bij de Chileense ziekteverzekering onder dezelfde voorwaarden als gepensioneerden in Chili.

TITEL IV

Diverse bepalingen

ARTIKEL 23

Bevoegdheden van de bevoegde autoriteiten

De bevoegde autoriteiten:

- a) sluiten de administratieve schikking af tot toepassing van deze Overeenkomst;
- b) nemen alle nodige administratieve maatregelen voor de toepassing van deze Overeenkomst en duiden de bevoegde organen alsmede de verbindingsorganen aan;

- c) leggen de procedures van administratieve samenwerking vast, met inbegrip van de procedures voor vastlegging en omslag van de kosten voor geneeskundige, administratieve en andere getuigschriften die noodzakelijk zijn voor de toepassing van deze Overeenkomst;
- d) verstrekken elkaar rechtstreeks alle inlichtingen met betrekking tot de ter uitvoering van deze Overeenkomst getroffen maatregelen;
- e) verstrekken elkaar rechtstreeks en zo spoedig mogelijk alle wijzigingen van een wetgeving die van aard zijn invloed te hebben op de toepassing van deze Overeenkomst

ARTIKEL 24

Administratieve medewerking

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst bieden de bevoegde autoriteiten alsmede de bevoegde instellingen van elk der beide Overeenkomstsluitende Staten elkaar hun bemiddeling aan, als gold het de toepassing van hun eigen wetgeving. Deze onderlinge bemiddeling is principieel kosteloos; weliswaar kunnen de bevoegde autoriteiten overeenkomen bepaalde kosten te vergoeden.
2. Het voordeel van de vrijstellingen of verminderingen van taksen, zegel-, griffie- en registratierechten, bepaald bij de wetgeving van een der beide Overeenkomstsluitende Staten voor de stukken en documenten die bij toepassing van de wetgeving van deze Staat moeten overgelegd worden, wordt verruimd tot gelijkaardige bij toepassing van de wetgeving van de andere Staat over te leggen stukken en documenten.
3. De bij de toepassing van deze Overeenkomst over te leggen akten en documenten worden vrijgesteld van het geldigverklaringsvisum van de diplomatieke of consulaire overheden.
4. Voor de toepassing van deze Overeenkomst zijn de bevoegde autoriteiten en de instellingen van de Overeenkomstsluitende Staten ertoe gemachtigd rechtstreeks met elkaar alsmede met enig welke persoon te corresponderen, welke ook diens woonplaats. Het corresponderen mag geschieden in een van de officiële talen der Overeenkomstsluitende Staten.

ARTIKEL 25

Aanvragen, verklaringen, rechtsmiddelen

Aanvragen, verklaringen of rechtsmiddelen die overeenkomstig de wetgeving van een Overeenkomstsluitende Staat binnen een bepaalde termijn hadden moeten ingediend worden bij een instantie van deze staat, zijn ontvankelijk indien ze binnen dezelfde termijn worden ingediend bij een instantie van de andere Overeenkomstsluitende Staat. In dat geval maakt de aldus aangezochte instantie onverwijld deze aanvragen, verklaringen of rechtsmiddelen rechtstreeks of door toedoen van de bevoegde autoriteiten der Overeenkomstsluitende Staten over aan de instantie van de eerste Overeenkomstsluitende Staat. De datum waarop deze aanvragen, verklaringen of rechtsmiddelen werden ingediend bij een instantie van de tweede Overeenkomstsluitende Staat wordt aangezien als datum van indiening bij de ten deze bevoegde instantie.

Een aanvraag of een document mag niet worden van de hand gewezen omdat deze opgesteld is in een officiële taal van de andere Overeenkomstsluitende Staat.

ARTIKEL 26

Betaling van uitkeringen

1. De betalingsinstellingen van prestaties ingevolge deze Overeenkomst kunnen er zich geldig van kwijten in de munt van hun Staat of in dollars van de Verenigde Staten van Amerika.
2. Overdrachten ingevolge de uitvoering van deze Overeenkomst zullen worden verricht overeenkomstig de tussen de beide Overeenkomstsluitende Staten ter zake van kracht zijnde akkoorden.
3. De bepalingen uit de wetgeving van een Overeenkomstsluitende Staat inzake controle van het wisselverkeer mogen geen belemmering vormen voor de vrije overdracht van financiële bedragen ingevolge de toepassing van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 27

Regeling van geschillen

1. Geschillen in verband met de interpretatie of uitvoering van deze Overeenkomst zullen, in de mate van het mogelijke, door de bevoegde autoriteiten worden bijgelegd.

2. Indien de geschillen niet in onderling akkoord kunnen worden geregeld, worden ze op verzoek van een der Overeenkomstsluitende Staten onderworpen aan de arbitrage van een hof waarbij de Overeenkomstsluitende Staten het eens worden over de samenstelling en de procedure.
3. De Overeenkomstsluitende Staten dienen de vonnissen die door dit hof worden geveld uit te voeren en te doen uitvoeren.

ARTIKEL 28

Onverschuldigde betalingen

Wanneer het bevoegde orgaan van een Overeenkomstsluitende Staat aan een prestatiegerechtigde een som heeft uitgekeerd hoger dan de aan deze laatste verschuldigde som, kan dat orgaan, binnen de voorwaarden en grenzen als bepaald bij de door hem toegepaste wetgeving, het bevoegde orgaan van de andere Overeenkomstsluitende Staat dat de prestaties ten gunste van deze gerechtigde uitkeert, erom verzoeken het te veel betaalde in te houden op de sommen die het deze gerechtigde stort. Dat laatste orgaan verricht de inhouding binnen de voorwaarden en grenzen dat zulks toegelaten is door de wetgeving die het toepast, als gold het sommen die het zelf te veel had uitgekeerd, en draagt het aldus ingehouden bedrag over aan het orgaan dat de vordering heeft.

TITEL V

Overgangs- en slotbepalingen

ARTIKEL 29

Feiten die zich voordoen voor de Overeenkomst in werking treedt

1. Deze Overeenkomst is eveneens van toepassing op gebeurtenissen die zich hebben voorgedaan voor zij van kracht werd.
2. Deze Overeenkomst doet geen enkel recht ontstaan op de betaling van prestaties die overeenstemmen met tijdvakken die haar inwerkingtreding voorafgaan.
3. Ieder verzekeringstijdvak dat onder de wetgeving van een der Overeenkomstsluitende Staten werd vervuld vóór de inwerkingtreding van deze Overeenkomst, wordt in aanmerking genomen voor het vaststellen van een overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst verkregen prestatie.

4. Deze Overeenkomst is niet van toepassing op rechten die werden vastgesteld door toekenning van een forfaitaire uitkering of door terugbetaling van bijdragen.

ARTIKEL 30

Herziening, verjaring, verval

1. Elke uitkering die niet werd vereffend of die werd geschorst uit hoofde van de nationaliteit van de belanghebbende of wegens diens woonplaats op het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Staat dan die waar zich het uitbetalend orgaan bevindt, wordt, op verzoek van belanghebbende vereffend of hervat met ingang van de inwerkingtreding van deze Overeenkomst.
2. Uitkeringen die voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst werden toegekend, worden, rekening gehouden met de bepalingen, op verzoek van de belanghebbenden herzien. In geen geval mag een dergelijke herziening ertoe leiden dat het bedrag van de reeds berekende uitkering wordt verminderd.
3. Ingeval het verzoek bedoeld in paragraaf 1 of 2 van dit artikel wordt ingediend binnen een termijn van twee jaar ingaand op de datum dat deze Overeenkomst van kracht wordt, zijn de overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst verkregen rechten verworven met ingang van deze datum, zonder dat de bepalingen van de wetgeving van enig welke van de beide Overeenkomstige Staten, betreffende het verval of de verjaring van rechten, tegen belanghebbende mogen ingeroepen worden.
4. Ingeval het verzoek bedoeld in paragraaf 1 of 2 van dit artikel wordt ingediend na het verstrijken van een termijn van twee jaar ingaand op de datum dat deze Overeenkomst van kracht wordt, zijn de rechten die vervallen noch verjaard zijn verworven vanaf de aanvraagdatum, onder voorbehoud van gunstigere bepalingen in de wetgeving van de betrokken Overeenkomstsluitende Staat.

ARTIKEL 31

Duur

Deze Overeenkomst wordt afgesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd door een der Overeenkomstsluitende Staten via een schriftelijke verzaking aan de andere Staat met een opzegtermijn van twaalf maanden, en in dat geval zal de Overeenkomst op het einde van die termijn niet langer van kracht zijn.

ARTIKEL 32

Waarborg van verworven rechten of rechten in wording

In geval van verzaking worden de rechten op en de uitkeringen van de op grond van de Overeenkomst verworven prestaties gehandhaafd; de Overeenkomstsluitende Staten nemen de nodige schikkingen met betrekking tot het handhaven van rechten in wording.

ARTIKEL 33

Inwerkingtreding

Deze Overeenkomst zal in werking treden de eerste dag van de derde maand na de datum waarop de nota wordt ontvangen waarin de laatste van beide Overeenkomstsluitende Staten aan de andere Overeenkomstsluitende Staat heeft laten weten dat de interne juridische formaliteiten, nodig voor haar inwerkingtreding, zijn vervuld.

Ten blijk van waarvan de daartoe behoorlijk gemachtigden deze Overeenkomst hebben ondertekend.

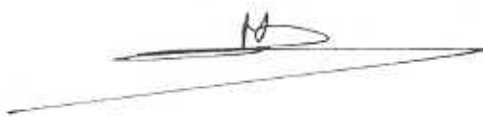
Gedaan te Brussel op 9 september 1996,
in tweevoud, in de Nederlandse, de Franse en de Spaanse taal, de drie teksten zijnde gelijkelijk rechtsgeldig.

Voor de Republiek Chili,

Voor het Koninkrijk België,



Jorge ARRATE MAC NIVEN,
Minister van Arbeid en Sociale Zaken.



Magda DE GALAN,
Minister van Sociale Zaken.

**ARRANGEMENT ADMINISTRATIF
RELATIF AUX MODALITES D'APPLICATION DE
LA CONVENTION SUR LA SECURITE SOCIALE
ENTRE
LA REPUBLIQUE DU CHILI
ET
LE ROYAUME DE BELGIQUE**

En application de l'article 23 de la Convention sur la sécurité sociale entre la République du Chili et le Royaume de Belgique, les autorités compétentes belge et chilienne ont arrêté, d'un commun accord, les dispositions suivantes :

TITRE I

Dispositions générales

Article 1

1. Pour l'application du présent arrangement :
 - a) le terme "Convention" désigne la Convention sur la sécurité sociale du 9 septembre 1996 entre le Royaume de Belgique et la République du Chili;
 - b) le terme "Arrangement" désigne l'Arrangement administratif relatif aux modalités d'application de la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République du Chili.
2. les termes définis à l'article 1er de la Convention ont la signification qui leur est attribuée audit article.

Article 2

1. Sont désignés comme organismes de liaison pour l'application de la Convention :

En Belgique :

1. Vieillesse, décès (pensions) :

- Office national des pensions, Bruxelles
- Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, Bruxelles

2. Invalidité :

- a) invalidité générale :

Institut national d'assurance maladie-invalidité, Bruxelles

- b) invalidité spéciale des ouvriers mineurs :

Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, Bruxelles

- c) invalidité des marins :

Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins, Anvers

Au Chili :

- La Surintendance des Administrateurs des Fonds de pensions pour les affiliés au nouveau système des pensions;
- La Surintendance de la sécurité sociale pour les affiliés aux régimes administrés par l'Institut de normalisation prévisionnelle.

2. Sont désignés comme organismes compétents pour l'application de la Convention :

En Belgique :

1. Vieillesse, survie (pensions) :

- Office national des pensions, Bruxelles
- Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, Bruxelles

2. Invalidité :

- a) invalidité générale :

Institut national d'assurance maladie-invalidité, Bruxelles, conjointement avec l'organisme assureur auquel le travailleur salarié ou le travailleur indépendant est ou a été affilié

- b) invalidité spéciale des ouvriers mineurs :

Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, Bruxelles

- c) invalidité des marins :

Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins, Anvers

Au Chili :

1. Prestations :

- Les Administrateurs des Fonds de pensions pour les affiliés au nouveau système des pensions
- L'Institut de normalisation prévisionnel pour les affiliés à l'ancien régime prévisionnel

2. Fixation du degré d'incapacité :

- La Commission médicale de la Surintendance des Administrateurs des Fonds de pensions, pour les affiliés au nouveau système des pensions
- La Commission de médecine préventive et d'incapacité du service de santé correspondant, pour les affiliés à l'Institut de normalisation prévisionnelle
- La Commission de médecine préventive et d'incapacité du service de santé central, pour les affiliés à l'ancien régime prévisionnel, qui ne résident pas au Chili, et pour ceux qui ne sont pas inscrits à la sécurité sociale de ce pays.

3. Paiement de la cotisation de santé (article 22 de la Convention) :

- Les institutions de santé prévisionnelle;
- Le Fonds national de santé.

TITRE II

Dispositions concernant la législation applicable

Article 3

1. Dans les cas visés au paragraphe 1er de l'article 8 de la Convention, l'organisme désigné au paragraphe 2 du présent article de l'Etat contractant dont la législation demeure applicable, remet au travailleur salarié, à la demande de celui-ci ou de son employeur, un certificat attestant qu'il reste soumis à cette législation, indiquant notamment la période du détachement ainsi que l'identité des membres de la famille qui accompagnent ce travailleur.
2. Le certificat prévu au paragraphe 1er du présent article est délivré :
en Belgique par :
 - l'Office national de sécurité sociale, Bruxellesau Chili par :
 - la Surintendance des Administrateurs des Fonds de Pensions pour les affiliés au nouveau système des pensions;
 - la Surintendance de la sécurité sociale pour les affiliés aux régimes administrés par l'Institut de normalisation prévisionnelle.
3. L'original du certificat visé au paragraphe 1er du présent article est remis au travailleur qui doit être en sa possession pendant toute la période du détachement afin de prouver dans le pays d'accueil sa situation d'assujettissement.
4. Une copie du certificat délivré par l'organisme compétent chilien est envoyée au Ministère des Affaires Sociales, de la Santé Publique et de l'Environnement, service de l'Inspection sociale à Bruxelles.

De même, une copie du certificat délivré par l'organisme compétent belge est envoyée à la Surintendance des Administrateurs des Fonds de pensions au Chili.

TITRE III

Dispositions concernant l'invalidité, la vieillesse et la survie

Article 4

1. L'organisme de liaison qui reçoit une demande de prestation, soit immédiatement de l'intéressé, soit par l'intermédiaire de l'organisme compétent, payable par l'organisme compétent de l'autre Etat contractant transmettra sans délai la demande à l'organisme de liaison de l'autre Etat en utilisant les formules prévues à cette fin.
2. Il transmettra en outre tous les documents disponibles qui pourraient être requis afin que l'organisme compétent de l'autre Etat contractant puisse déterminer le droit du requérant à la prestation en cause.
3. Les données relatives à l'état civil que comporte la formule de demande seront dûment authentifiées par l'organisme de liaison qui confirmera que des documents originaux corroborent ces données.
4. En outre, l'organisme de liaison transmettra à l'organisme de liaison de l'autre Etat contractant une formule indiquant les périodes d'assurance accomplies aux termes de la législation du premier Etat.

Après réception de la formule, l'organisme de liaison de l'autre Etat ajoutera les renseignements relatifs aux périodes d'assurance accomplies aux termes de la législation qu'il applique et la retournera sans tarder à l'organisme de liaison du premier Etat.

5.
 - a) Chacune des organismes compétents déterminera les droits du requérant et, le cas échéant, de son conjoint et lui adressera directement sa décision, avec indication des périodes d'assurances retenues et des voies et délais de recours.
 - b) L'organisme compétent qui accorde une prestation communiquera, par l'entremise des organismes de liaison, sa décision à l'organisme compétent de l'autre Etat.
6.
 - a) Si l'organisme de liaison chilien a connaissance qu'un bénéficiaire d'une prestation belge d'invalidité, de vieillesse ou de survie, résidant au Chili, ou éventuellement son conjoint, n'a pas cessé toute activité professionnelle ou a repris une telle activité, il en avisera sans délai l'organisme de liaison belge.
 - b) L'organisme de liaison chilien transmettra en outre tous les renseignements disponibles quant à la nature du travail effectué et quant au montant des gains ou ressources dont l'intéressé ou son conjoint bénéficie ou a bénéficié.

Article 5

1. L'organisme de liaison d'un Etat contractant transmettra, sur demande, à l'organisme de liaison de l'autre Etat, toute information et documentation médicales disponibles au sujet de l'incapacité du requérant ou bénéficiaire.
2. Les frais des examens ou documents médicaux seront remboursés conformément à l'article 12 de la Convention dans les plus brefs délais après réception d'un rapport détaillé.

Article 6

1. Les organismes compétents versent les prestations ou pensions aux bénéficiaires par paiement direct.
2. Les frais relatifs au paiement des prestations ou pensions peuvent être récupérés auprès des bénéficiaires, dans les conditions prévues par la législation qu'applique l'organisme de paiement.

Article 7

Les organismes de liaison échangent annuellement des renseignements statistiques sur le nombre des versements effectués dans l'autre Etat contractant ainsi que sur les montants afférents.

TITRE IV

Dispositions concernant les prestations de santé pour invalides, pensionnés et survivants

Article 8

1. Dans le cas prévu à l'article 22 de la Convention, le statut du bénéficiaire sera attesté moyennant un certificat délivré par l'organisme compétent belge, reprenant la date à laquelle la prestation a été octroyée ainsi que le montant de celle-ci à la date du certificat.
2. Ledit certificat sera remis à un quelconque organisme de liaison chilien qui convertira le montant de la prestation en monnaie nationale.

Cette information est mentionnée sur une formule ad hoc qui permettra à l'intéressé de verser la cotisation de soins de santé à l'organisme assureur compétent.

TITRE V

Dispositions diverses

Article 9

Le modèle des certificats, attestations ou formules nécessaires en vue de l'exécution de la Convention et du présent Arrangement administratif est arrêté, d'un commun accord, par les organismes de liaison des deux Etats contractants moyennant l'approbation des autorités compétentes.

Article 10

Le présent Arrangement administratif entrera en vigueur à la même date que la Convention. Il aura la même durée que la Convention.

Fait à Bruxelles, le 9 septembre 1996 en double exemplaire, en langues française, néerlandaise et espagnole, chaque texte faisant également foi.

Pour la République du Chili,

Pour le Royaume de Belgique,



Jorge ARRATE MAC NIVEN,
Ministre du Travail et de
la Prévoyance sociale,



Magda DE GALAN,
Ministre des Affaires sociales,